

RÉPUBLIQUE DU NIGER
FÉDÉRATION DES UNIONS DE GROUPEMENTS PAYSANS DU NIGER
FUGPN-Mooriben
BP 553 – NIAMEY (NIGER)
Tél. (227) 20 72 40 79 - Email : mooriben@yahoo.fr
NIF : 7329



PLAN OPERATIONNEL 2014

RAPPORT NARRATIF SEMESTRIEL

Période : 1^{er} janvier au 30 juin 2014

SECRETARIAT EXECUTIF

juillet 2014

Sommaire

Sigles et abréviations

Fiche Synthèse du rapport

Introduction

I. Contexte de la mise en œuvre

II. Bilan des réalisations

2.1. Axe stratégique 1 : Amélioration et accroissement des services économiques aux membres

2.1.1. **Domaine d'action 0** : Atelier bilan 2013 et planification 2014

2.1.2. **Domaine d'action 1** : Accès au crédit

2.1.3. **Domaine d'action 2** : Production agricole

2.1.4. **Domaine d'action 3** : Réduction des risques de catastrophes

2.2 Axe stratégique 2 : Amélioration de la défense et de la promotion des droits et des intérêts des membres et de la profession agricole

2.2.1 Domaine d'action 1: Prévention et résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs

2.2.2 Domaine d'actions 2 : Représentativité des agriculteurs dans les politiques

2.3 Axe stratégique 3: Renforcement organisationnel

2.3.1 Domaine d'actions 1 : Vie associative

2.3.2 Domaine d'action 2 : Communication

2.3.3 Domaine d'action 3: Autonomie financière des unions et de la Fédération

2.4 Activités hors plan opérationnel

III. Conclusion

Sigles et abréviations

AGO: Assemblée Générale ordinaire
BAGRI-Niger Banque Agricole du Niger
BC: Banque Céréalière
BI: Boutique d'Intrants
CA: Conseil d'Administration
CCFD: Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
CEP: Champs Ecole Paysans
CoFo : Commission Foncière
FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FUGPN: Fédération des Unions des Groupements Paysans du Niger
ICRISAT : Institut de recherches agronomiques dans les régions arides et semi arides
IF: Institution Financière
I3N : Initiative les Nigériens nourrissent les Nigériens
INRAN: Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
OP: Organisation Paysanne
OSV : Observatoire de Suivi de la Vulnérabilité
PAM: Programme Alimentaire Mondiale
SCAP/RU : Système Communautaire d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences
SE : Secrétariat Exécutif

Fiche Synthèse du rapport

	Eléments
<p>Contexte</p>	<p>-PTF :Coopération suisse au Niger, Oxfam Novib, CCFD, SOS Faim Luxembourg, ICRISAT et FAO -Coût de mise en œuvre du PO 2014 : 413 156 9600 de francs CFA soit 624 859 euro –</p> <p>Déficit alimentaire pour la campagne agricole 2013,</p> <p>-Installation tardive de la présente campagne agricole</p> <p>- Mise en œuvre par l'Etat du programme de la renaissance</p> <p>-Départ du SE et du CP renforcement des capacités humanitaires</p>
<p>Axe stratégique 1 : Amélioration et accroissement des services économiques aux membres</p> <p>Coût de mise en œuvre : 137 290 018 FCFA</p> <p>Réalisations au 30/06/2014 : 46 139 390 FCFA</p> <p>Taux de réalisation : 34%</p>	<p>Principales réalisations</p> <p>-Suivi des crédits ; -Appui aux unions pour accéder au crédit des IF partenaires (BAGRI) ;</p> <p>Appui à la pisciculture à travers quatre unions Kollo, Boumba, Sawani et Dabari ;</p> <p>-Diffusion des bonnes pratiques culturales au moyen des CEP, des champs de démonstration, des sites de production de semences améliorées et de l'agro-écologie ;</p> <p>-Etude d'évaluation des BC et BI ;</p>
<p>Axe stratégique 2 : Amélioration de la défense et de la promotion des droits et des intérêts des membres et de la profession agricole</p> <p>Coût de mise en œuvre : 12 710 000 FCFA</p> <p>Réalisations au 30/06/2014 : 6 704 550 FCFA</p> <p>Taux de réalisation : 53%</p>	<p>-Mise en place de trois nouveaux cadres de concertation ; -Appui financier assurer en partie le fonctionnement des huit cadres de concertations existants ;</p>
<p>Axe stratégique 3 : Renforcement organisationnel</p> <p>Coût de mise en œuvre : 83 860 960 FCFA</p> <p>Réalisations au 30/06/2014 : 16 818 476 FCFA</p> <p>Taux de réalisation : 20%</p>	<p>-Renforcement des capacités des femmes et jeune leaders au moyen de formation ; -Appui financier et technique au fonctionnement des représentations (antennes) régionales de Dosso et Tillabéry;</p> <p>-Edition du deuxième numéro de Mooriben Info ;</p> <p>-Réalisation d'un film documentaire de dix huit (18) mn sur la foire de semences et autres produits agricoles ;</p> <p>-L'initiation de 33 animateurs/trices à la tenue de la comptabilité sur tableur Excel ;</p>

Introduction

Au terme de son premier plan stratégique mis en œuvre de 2010 à 2013, la Fédération des unions de Groupements Paysans du Niger (FUGPN/Mooriben) a voulu marquer un temps d'arrêt et organiser ses activités autour d'un plan transitoire biennuel 2014-2015..

Les trois (3) axes ((1) Amélioration et accroissement des services économiques aux membres de Mooriben (2) Amélioration de la défense et de la promotion des droits et des intérêts des membres et de la profession agricole et (3) Renforcement organisationnel du réseau du plan stratégique précédent constituent les fondements dudit plan:

Elaboré dans une démarche participative le plan transitoire est un dosage de nouvelles activités et d'anciennes (prioritaires ou inachevées) issues du plan stratégique auquel il succède. Toutefois trois (03) préoccupations émergeaient nettement du lot (1) l'élaboration d'un second plan stratégique pluriannuel (2) l'accompagnement technique dans le cadre de l'élaboration du second plan stratégique pluriannuel et (3) la finalisation du processus de réorganisation du réseau.

La mise en œuvre du plan opérationnel de l'an 1 (2014) du plan transitoire a été précédée d'une table ronde des partenaires organisée en février pour partager le bilan des réalisations de 2013 et les prévisions pour l'année 2014.

En suite un atelier de validation des activités programmées pour 2014 a été organisé avec les représentants et représentantes des unions (animateurs/trices) membres. Au sortir de cet atelier chaque union s'est vue dotée d'un plan opérationnel pour l'année 2014.

Le présent rapport couvre la période allant de janvier à juin 2014 et fait la synthèse des principales réalisations par domaine d'actions.

Il s'articule autour de (3) points : le contexte de la mise en œuvre, le bilan des réalisations et la conclusion.

I. Contexte de la mise en œuvre

Avec ses vingt (20) années (1993-2014) d'existence Mooriben, compte parmi les plus vieilles organisations paysannes du pays. Forte de ses trente (30) unions membres, constitués par mille cinq cent quarante un (1 541) groupements de base implantés dans sept cent trente un (732) villages administratifs et totalisant cinquante huit mille six cent vingt six (58 626) membres (dont 63% de femmes), Mooriben s'est forgée au fil des années une place sur l'échiquier des OP et reste un partenaire important dans le secteur. Sa zone d'intervention est les régions ouest du pays :Tillabéry, Dosso et la zone rurale de la communauté urbaine de Niamey.

Le coût opérationnel du plan 2014 est estimé à 413 156 9600 de francs CFA soit 624 859 euro dont 387 397 848 de francs de CFA sont attendus des partenaires techniques et financiers dont les principaux sont : *le Bureau de la Coopération suisse au Niger, Oxfam Novib, CCFD, SOS Faim Luxembourg, l'ICRISAT et la FAO*. Ce budget reste essentiellement marqué par son infériorité par rapport à celui de 2013 (estimé à 688.179.880 millions de francs CFA) et pour cause Mooriben a volontairement réduit ses activités en 2014 pour se donner plus de temps nécessaire à la réflexion stratégique entrant dans le cadre de l'élaboration de son second plan stratégique pluriannuel.

Au plan national la mise en œuvre du plan opérationnel 2014 a débuté dans un contexte marqué par un déficit céréalier enregistré au titre de la campagne agricole 2012-2013, consécutif à un arrêt précoce des pluies et d'importantes inondations par endroit. Les zones d'intervention de Mooriben n'échappent malheureusement pas à cette situation. D'autre part la présente campagne agricole accuse un retard important dans son démarrage, avec des stades des cultures qui vont des semis à la floraison (unions dans le sud de Dosso) dans la zone d'intervention de Mooriben (situation au 17 juillet faite par les délégués des unions lors de l'AGO), avec de grosses inquiétudes sur la situation du pastorale (faible couverture herbacée). Il faut également noter la mise en œuvre du programme de

renaissance de l'Etat à travers l'I3N, et qui se présente comme une copie conforme de la stratégie de Mooriben. Il vise la mise en place au moyen de structures décentralisées dénommées "la maison du paysan" de centres de services intégrés (centrale d'approvisionnement en intrants agricoles et zoo techniques, matériel agricole, radio communautaire.....) pour le paysan au niveau des communes.

Au plan interne, il faut noter le départ du chargé de programmes renforcement des capacités humanitaire (après une longue absence pour maladie) puis celui du SE en mai suite à sa démission.

C'est donc dans ce contexte particulier que le plan opérationnel 2014 a été conduit en parallèle avec un projet collaboratif jusqu'en juin.

II. Bilan des réalisations

La présente articulation de ce rapport qui est structuré par axe, fait la synthèse des actions menées au titre du premier semestre de mise en œuvre du PO 2014.

2.1. Axe stratégique 1 : Amélioration et accroissement des services économiques aux membres

Cet axe stratégique est construit autour de trois (3) domaines d'action, (1) Accès aux crédits (2) production agricole (3) réduction des risques de catastrophe. Les réalisations faites par domaine d'actions au cours du premier semestre 2014 se résument comme suit :

La mise en œuvre des activités prévues au niveau de ce axe stratégique est estimée à 137 290 018 de francs CFA.

2.1.1. Domaine d'action 0 : Atelier bilan 2013 et planification 2014

La seconde AGO (tenue en janvier 2014) au titre de l'année 2013 a été l'occasion pour le secrétariat exécutif SE et le conseil d'administration CA de faire le bilan des réalisations devant les représentants de unions et plu tard (en février) devant les PTF au cours de la table ronde organisée à cet effet.

Ces activités ont été précédées par l'élaboration du plan opérationnel transitoire couvrant les années 2014 et 2015, dans une démarche participative incluant les élus, les cadre du SE et les animateurs des unions.

Sur la base de ce document (plan transitoire) et forte de l'engagement renouvelé de certains de ses partenaires à contribuer au financement dudit plan, Mooriben a donc organisé un atelier de validation et de définition de plans opérationnels 2014 des unions. Cet atelier qui a réunit autour des cadres du SE, les techniciens des unions a été une nouvelle occasion d'échanger sur le PO 2014 et de la répartition des activités entre les unions.

Les ressources effectivement mobilisées pour la mise en œuvre du PO 2014 se répartissent comme suit :

Tableaux1 : Financement du plan opérationnel 2014

Bailleurs	Solde au 31/12/13	Fonds reçus au cour du 1er semestre 2014	Dépenses réalisées	Solde au 30/06/14
Coopération Suisse	68 412 875	-	100 049 433	- 31 636 558
OxfamNovib	6 926 706	49 165 945	20 716 671	35 375 980
CCFD	11 445 203	26 231 378	20 010 506	17 666 075
Sos Faim Luxembourg	-	26 207 450	17 364 840	8 842 610
TOTAL	86 784 784	101 604 773	158 141 450	30 248 107

2.1.2. Domaine d'action 1 : Accès au crédit

Il se compose de deux actions essentielles ((1) Appui à l'amélioration des conditions d'accès au crédit des membres de Mooriben, (2) Appui au développement des fonds de garantie de Mooriben, avec pour principal résultat attendu ; un accès des membres à des services de crédit durables, afin de réaliser des activités économiquement rentables.

Les réalisations au titre du premier semestre 2014 ont permis de consolider les acquis de l'approche de partenariat avec les IF entamé depuis 2012 avec la BAGRI-Niger.

-Il s'est agit notamment de poursuivre le renforcement des capacités des acteurs au moyen de formations et les appuyer à accéder aux crédits à l'IF partenaire.

C'est ainsi que des animateurs (21 au total dont 7 femmes) ont bénéficié pendant deux (02) jours d'une formation portant sur les techniques du warrantage.

D'autre part quatre nouveaux dossiers de crédit émanant d'autant d'unions ont été soumis à la BAGRI-Niger. Tous ont été accordés pour une enveloppe de 38,750 millions de francs CFA. Le suivi des crédits a été poursuivit, pour permettre à la fédération de disposer d'une situation actualisée du portefeuille et prévenir les problèmes de remboursement. Six (06) des dix (10) crédits accordés par la BAGRI en 2013 arrivés à échéance et cumulant un montant de 73,264 millions de francs ont été remboursés. Un (01) seul a accusé un retard de plus d'un mois.

Des missions de terrains ont été organisées au cours du semestre pour suivre les activités de commercialisation financées avec les crédits consentis par la BAGRI

-D'autre part dans le cadre de la diversification des activités économiques un appui a été apporté à la production piscicole au niveau de huit (08) groupements de base membre des unions Dabari, Kollo, Sawani et Boumba, à travers l'empoissonnement de huit (8) étangs, quinze (15) mares, huit (8) casiers rizicoles et quatre (4) bassins. Un dispositif organisationnel reposant sur des comités de gestion a été mis en place au niveau de chaque groupement pour assurer le suivi.

Les crédits accordés par la BAGRI se remboursent (taux de 100%) correctement, et cela constitue un réel motif de satisfaction pour la fédération dans l'atteinte des résultats visés.

La mise en œuvre de cette nouvelle approche a davantage renforcé les capacités de la fédération Mooriben et la positionne aujourd'hui comme une OP leader dans le domaine.

2.1.3. Domaine d'action 2 : Production agricole

Il est la résultante des actions suivantes :

- Renforcement et extension des dispositifs d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles des unions ;
- Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des bénéficiaires en matière de restauration de l'environnement ;
- Mise en place d'un dispositif d'appui/conseil aux producteurs/trices ;
- Appui au développement du maraîchage ;
- Mise en place d'un dispositif de collecte et de stockage des produits des membres destinés à la commercialisation ;
- Organisation d'une mise en marché collective

La mise en œuvre des activités qui découlent de ces actions devraient aboutir à un accroissement de la production des cultures pluviales et maraichères et à une amélioration des circuits de commercialisation.

Les réalisations au cours du premier semestre se résument comme suit :

-La diffusion de bonnes pratiques culturales à travers les champs école paysans (CEP) , les champs de démonstration pour l'intensification de la production, et les sites de production de semences améliorées a été menée. Il s'est agit de toucher à travers ces différentes activités (CEP, champs de démonstration, la production de semences améliorées) de nouveaux producteurs pour démultiplier le savoir faire acquis dans ces différents domaines, avec pour objectif de les amener à s'approprier de nouvelles techniques qui riment avec ue agriculture durable.

Tableau n°2 :Diffusion de bonnes pratiques culturales

Domaine	Nbe unions	spéculations	Nbre d'apprenants			dont Jeunes
			Total	H	F	
CEP	5	Mil, niébé, arachide et sésame	95	35	60	5
Champs de démonstration/intensification	10	Mil, niébé, arachide, sorgho et sésame	349	182	167	11
Production de semences améliorées	4	Mil	140	76	64	45
Totaux	19		584	293	291	61

-Mooriben a intégré cette année l'agro écologie dans ses activités. Cette nouvelle approche va permettre d'aborder de manière spécifique avec le monde paysan des questions liées aux changements climatiques et la récupération des terres dégradées. Pour cette première année, deux cent quarante (240) producteurs et productrices ont été touchés à travers dix (10) unions. Ils ont bénéficié de formations, d'intrants (semences et fertilisant) et du matériel agricole. Ainsi ils vont constituer le premier noyau de paysans relais dans ce domaine, et seront chargés de démultiplier les connaissances acquises au profit de leurs paires producteurs et productrices.

-Toutes ces activités sont (notamment celles de production de semences améliorées) menées de concert avec les services déconcentrés de l'état pour d'une part assurer leur pérennité et d'autre part certifier la qualité des semences produites par les paysans multiplicateurs.

-Pour faciliter l'écoulement des produits destinés à la commercialisation, il été organisé une foire de semence à Dosso et deux ateliers de formations ayant bénéficié à cinquante (50) producteurs et productrices, des cadres de SE et des animateurs d'union sur des thèmes portant sur la transformation des produits agricoles, l'approche CASE et le marketing ont été organisés.

Mooriben essaye à travers ces actions de développer une approche cohérente et innovante (l'agro écologie) qui touchent les segments de production, de valorisation (transformation) et de commercialisation des produits agricoles. Il est indéniable que Mooriben a aujourd'hui fait des percées importantes dans le domaine de la production des semences améliorées à travers certaine de ses unions appuyées par la recherche. Celles-ci méritent d'être démultipliées.

2.1.4. Domaine d'action 3 : Réduction des risques de catastrophes

Articulé autour de quatre (04) actions ; (1) Réhabilitation des anciennes BC (2) Renforcement des capacités de gestion des anciennes BC (3) Renforcement du dispositif de mise en œuvre des stocks de secours (4) Mise en œuvre des SCAP et des OSV, le présent domaine d'action vise à assurer la disponibilité de vivres dans les villages et permettre aux OP de base de suivre la vulnérabilité des populations et de renforcer leur capacité de résilience en de crise.

Pour mieux apprécier la situation de son dispositif de sécurité alimentaire Mooriben a commandité une étude en juillet 2014, relative à l'évaluation de l'un de ses plus importants maillons que sont les BC. Il ressort de cette étude que plus de 93% des BC (âge compris entre 2 et 5 ans) sont encore fonctionnelles, même si 50% d'entre elles connaissent encore des difficultés liées essentiellement à l'insuffisance de leurs ressources financières, conséquence liée parfois à des indécidations de gestion (impayés, dysfonctionnement de comité de gestion.....), mais aussi et surtout au fait de l'interventionnisme de l'état et ses partenaires sur les marchés céréaliers à travers les distributions gratuites et les ventes à prix modérés. Aujourd'hui leurs ressources financières ne leur permettent plus de dégager des marges suffisantes pour couvrir leur fonctionnement. Le reste (+6%) n'existe plus que de nom, c'est-à-dire sans ressource financière, ni de stock et des comités de gestion disloqués.

Mooroben entend donc reposer ses actions futures sur les résultats de cette étude pour rebâtir son dispositif du reste dans sa composante BC, et se pose sérieusement la question sur la possibilité de transformer celle-ci en joignant à leur fonction sociale une fonction économique pour en faire des "grenier de sécurité alimentaire" type du RGSA de la fédération Naam de Burkina Faso..

2.2 Axe stratégique 2 : Amélioration de la défense et de la promotion des droits et des intérêts des membres et de la profession agricole

Coût de mise en œuvre estimée à 12 710 000 de francs CFA

Cet axe stratégique repose sur deux principaux domaines d'actions (1) Prévention et résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs (2) Représentativité des agriculteurs dans les politiques

2.2.1 Domaine d'action 1: Prévention et résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs

Il est constitué par cinq (5) actions principales à savoir :

- Mise en place et ou redynamisation des cadres de concertation entre producteurs ruraux
- Accompagnement des cadres de concertation,
- Représentativité des agriculteurs dans les politiques,
- Accompagnement des acteurs ruraux sur les droits en milieu rural,
- Réalisation de plaidoyer,

La mise en œuvre des activités qui y découlent doit permettre la mise en place de cadres représentatifs et fonctionnels qui assureront un accès équitable de tous aux ressources des terroirs.

-Forte de ses expériences et des résultats enregistrés avec les premiers cadres de concertation (quatre au total), Mooriben a poursuivi la mise en place de nouveaux. Ainsi trois (03) nouveaux cadres de concertation ont été mis en place dans les unions de Koygolo, Bokki et Dargol sur quatre (04) prévus, ce qui porte leur nombre à sept (07). En effet celui de Loga n'a été mis en place et pour cause, l'autorité administrative (le préfet) voyait le cadre de concertation comme une duplication illégale des CoFo (commission foncière ; structure étatique formelle mise en place pour gérer les questions foncière ; décentralisée jusqu'au niveau communale). Il est important donc de préciser que le cadre de concertation est une structure informelle de concertation entre producteurs ruraux et dont les CoFo en sont membres.

Pour permettre ces cadres de remplir leur fonction un appui financier couvrant partiellement leurs charges de fonctionnement leur a été apporté.

Plusieurs témoignages venant des populations laissent entendre que les cadres de concertation ont permis de réduire sensiblement et/ou mettre fin dans certain cas les conflits entre éleveurs et agriculteurs et même entre agriculteurs.

Cette expérience de Mooriben fait école dans les pays de la sous région. En effet Mooriben a reçu en voyage d'échange, des Op venues du Mali, du Burkina Fasso et du Benin pour s'inspirer de son expérience dans ce domaine.

2.2.2 Domaine d'actions 2 : Représentativité des agriculteurs dans les politiques

Il se répartit en deux (02) actions :

- Accompagnement des acteurs ruraux sur les droits en milieu rural,
- Réalisation de plaidoyer,

Le résultat attendu de ces actions est : La Fédération et les unions défendent mieux les intérêts des producteurs

-L'atelier de formation organisé à l'intention des femmes et jeunes leaders ayant porté sur le droit en milieu rural (cf point suivant) entre aussi dans le cadre de l'accompagnement des acteurs ruraux à faire prévaloir leurs droits et à bien coordonner leurs actions de plaidoyer. Une vingtaine de jeunes et femmes leaders ont ainsi été outillés de connaissances de base dans ce domaine. Ces connaissances seront approfondies au fur et à mesure avec des droits spécifiques (les droits des femmes et des jeunes envers l'Etat, les droits entre citoyens, les droits de chacun dans la famille, l'accès à la terre, le droit à l'éducation, le droit à la santé, à la justice et le droit à l'alimentation.....) pour en faire des acteurs avertis.

-Mooriben a également participé à travers un cadre du SE et un élu du CA à deux ateliers portant sur le plaidoyer organisés par des partenaires.

Au niveau régional et communal les élus arrivent à se faire mieux entendre par les autorités. Pour preuve toutes les deux représentations régionales ont ainsi pu obtenir de leurs autorités respectives des parcelles pour abriter les futurs sièges des représentations locales.

Au niveau communal, la majorité des unions ont une bonne collaboration avec les mairies.

2.3 Axe stratégique 3: Renforcement organisationnel

L'axe stratégique 3 repose sur trois domaines d'actions suivant :

- Vie associative
- Communication
- Autonomie financière des unions et de la Fédération

Son coût de mise en œuvre est estimé à 83 860 960 de francs CFA.

2.3.1 Domaine d'actions 1 : Vie associative

- Renforcement de la vie associative
- Appui à une meilleure prise en compte du genre au sein de Mooriben
- Appui à la réorganisation de Mooriben

Sont les trois (03) actions qui composent ce domaine d'action, qui dont la mise en œuvre devra permettre une maîtrise de la croissance du réseau et accroître sa crédibilité et sa représentativité

-Au nombre des réalisations du premier semestre dans ce domaine d'actions, il faut noter l'organisation d'un atelier de formation à l'intention des femmes et jeunes leaders de dix (10) unions sur le thème " le droit en milieu rural."

Cette formation qui la première d'une série de formations relatives aux différents droits a bénéficié à vingt (20) leaders dont dix (10) femmes leaders et participe au renforcement de leur capacité à mieux défendre leurs droits.

-Mooriben a entamé depuis quelques années déjà un processus de réorganisation visant essentiellement à lui donner de plus visibilité et de représentativité au niveau des régions. Deux antennes regroupant les unions par région ont ainsi été mises en place. Chacune de ces antenne a tenu sur fonds propre sa seconde AGO au trite de l'année 2013 et au moins une réunion des présidents des unions qui lui rattachées pour examiner des sujet d'intérêt commun.

Pour rendre davantage opérationnelles ces antennes, Mooriben cette année a apporté un appui financier et technique pour couvrir en partie leur fonctionnement et les rendre, ce quit de les faire évoluer progressivement sur le plan institutionnel pour en faire des structures légales et autonomes.

Mooriben est consciente que cette évolution aura des conséquences sur sa situation institutionnelle présente, d'où la prudence dans sa démarche et cela dans un contexte où le cadre réglementaire donne à hésiter. En effet l'application de la loi OHADA se fait encore attendre malgré sa signature par le Niger.

Il est important de noter qu'aujourd'hui ces antennes sont chacune dotées d'un siège et d'un secrétariat permanent ont qui leur permet de répondre aux sollicitations au plan régional. Au plan politique elles ont toutes les deux pris contact avec les autorités communales pour l'acquisition de terrain devant abriter leur futur siège et pour la consolidation d'une franche collaboration déjà.

2.3.2 Domaine d'action 2 : Communication

Il est organisé autour de trois (03) actions que sont :

- Appui à la réorganisation du dispositif de communication ;
- Renforcement des capacités des radios et des cellules en marketing et recherche de financement ;
- Capitalisation et diffusion des expériences ;

Et doit concourir à une meilleure communication et information au sein du réseau.

-Mooriben a pris attache avec un spécialiste du domaine pour aider la responsable de programmes, afin de à avancer sur des dossiers aussi lourds que celui de la réorganisation du dispositif et du renforcement des capacités. Ces contacts permettront très certainement au cours du prochain semestre de progresser dans ce sens.

-Dans le cadre de la capitalisation des expériences, Mooriben a lancé un bulletin d'informations dont le second numéro de seize (16) pages a été édité courant juin en cinq cent (500) exemplaires D'autre part un film documentaire de dix huit (18) minutes a été réalisé sur la troisième édition de la foire aux semences et autres produits locaux tenue à Dosso. Ces différents outils ont été multipliés et mis à a disposition des unions et des partenaires.

Ces outils viennent ainsi renforcer la visibilité sur les activités de la fédération tant au plan interne qu'externe.

2.3.3 Domaine d'action 3: Autonomie financière des unions et de la Fédération

Il repose sur deux actions principales :

- Renforcement des capacités en gestion comptable et financière

- Coordination du plan opérationnel

Le résultat attendu de la réalisation de ces actions est ; le réseau (Mooriben et les unions notamment) assure efficacement la mise en œuvre du plan opérationnel

-Pour permettre aux unions de disposer d'une comptabilité fiable à même de leur fournir des informations crédibles d'une part et d'autre part réduire les temps de compilation des données comptables au niveau de la fédération des animateurs/trices gestionnaires d'unions ont bénéficié de d'une formations portant sur l'initiation de la tenue de la comptabilité sur tableur Excel.

Cette formations d'une durée de quatre (04) jours a enregistré la participation de trente trois(33). animateurs/trices gestionnaires dont douze (12) femmes.

-Plusieurs missions d'appui/conseil ont été organisées auprès des unions par les responsables de programmes et le service comptabilité de la fédération. Ces missions sont l'occasion d'échanger sur l'évolution des activités menées sur le terrain mais constituent également des cadres de formation sur le tas au profit des animateurs et des élus dans les tâches à eux confiées.

-Pour l'accompagnement technique dans le cadre de l'élaboration du second plan stratégique, Mooriben a pris contact avec l'IRC supAGRO de Montpellier en France. Ces contacts ont aboutit à une proposition de programme d'accompagnement et un contrat pour formaliser ces accords. L'appui à distance a commencé et la première mission de terrain est attendue en septembre.

-Le conseil d'administration à travers le président, le chargé de communication et le comité de crédit a effectué plusieurs missions de suivi au niveau des unions. Ces missions ont porté sur des actions de sensibilisation auprès des unions bénéficiaires du projet agro écologique, le suivi des activités des radios et des cellules de communication et le suivi des stocks de commercialisation financés par les crédits ou la sensibilisation des bénéficiaires de crédit.

-Le comité de contrôle organe de contrôle de la fédération composé de membres élu et d'une personne ressource a effectué un contrôle de gestion qui couvre la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2014 et dont les constats ont été partagés avec le CA puis avec l'AG.

2.4 Activités hors plan opérationnel

Il s'agit essentiellement du projet d'appui au renforcement des capacités communautaires et communales de prévention et de gestion des crises et catastrophes dans les régions de Dosso et Tillabéri dont la mise en œuvre est faite de manière conjoint avec deux autres structures de la société civile (ONG KARKARA et la FCMN Nyya). Le financement de ce projet a été obtenu par OXFAM auprès de la Coopération suisse au Niger et de la Banque Mondiale.

Le projet DRR dont les actions sont complémentaires à ceux du domaine d'action 3 de l'axe stratégique 1 du présent plan transitoire, qui prévoit notamment en son action **(4) Mise en œuvre des SCAP et des OSV**. Neuf (9) départements (SCR) et douze (12) communes de la zone d'intervention de Mooriben ont bénéficié de ce projet.

Suite à la mise en œuvre de ce projet, les OSV/SCAP-RU (12 OSV et 24 SCAP-RU) ont bénéficié de plusieurs types d'appuis dont (1) renforcements de capacité,(2) appuis matériels et financiers, (3) analyse participative des capacités et de vulnérabilité, (4) élaboration et mise en œuvre de micro projet de renforcement de la résilience. La première phase du projet a pris fin en mai dernier.

Ces structures(OSV et SCAP-RU) sont aujourd'hui fonctionnelles, et pour preuve leurs rapports mensuels sont réguliers et elles remontent des informations sur la situation des communautés. Elles intègrent le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires, à travers les CSR qui valorisent les données qu'elles fournissent.

III. Conclusion

Au terme de son premier plan stratégique 2010-2013, Mooriben a voulu marquer un temps d'arrêt, qui se justifiait essentiellement par l'évolution de son contexte interne en organisant ses activités autour d'un plan transitoire biennuel 2014-2015. Ce plan transitoire a été élaboré dans une démarche

participative, et validé lors d'un atelier ayant regroupé les élus et les techniciens des unions et ceux du secrétariat exécutif. Il a donc le mérite d'être un outil de travail partagé.

Trois (03) préoccupations essentielles (1) **L'élaboration d'un plan stratégique pluriannuel** (2) **Un accompagnement technique pour l'élaboration du plan stratégique** (3) **La finalisation du processus de décentralisation du réseau** étaient au cœur de ce plan et se présentaient pour Mooriben comme des défis à relever au terme dudit plan. C'est pourquoi le plan transitoire n'a été construit qu'autour des activités dites prioritaires pour laisser plus de temps à la réflexion stratégique.

Force est de constater qu'au terme du premier semestre de mise en œuvre les activités liées aux trois principales préoccupations sont restées stagnées ou à peine entamées.

L'évolution du contexte interne de Mooriben marqué par les départs du SE et d'un cadre en mai dernier, le mutisme de l'autorité sur l'application de la nouvelle loi sur les sociétés coopératives OHADA, les questions sécuritaires au plan national ne sont pas étrangers à cette situation.

En effet, le départ des deux agents oblige une nouvelle réorganisation interne du personnel technique pour compenser leur absence, d'autre part Mooriben vouait adapter sa réorganisation à la nouvelle loi OHADA pour éviter un retour synonyme de perte ; enfin l'accompagnement technique pour l'élaboration du plan stratégique pluriannuel a été confié à l'IRC supAgro de Montpellier en France qui peine à trouver l'autorisation officielle pour le déplacement de son technicien au Niger.

Mooriben est consciente que le temps joue contre elle, et saura prendre très vite les dispositions pour rattraper le temps perdu sur ces dossiers.

Relativement à la mise en œuvre du programme de la renaissance du gouvernement, c'est une fierté pour Mooriben et pour toutes les OP nigériennes que l'Etat s'inspire de sa stratégie pour venir en aide au monde paysan. Mooriben regrette, toutefois, que la paternité de cette stratégie ne lui soit pas reconnue, par l'autorité publique qui s'en fait gracieusement sienne aujourd'hui.

La FUGPN espère malgré tout que l'Etat essayera de construire sans détruire, au risque de mépriser tant d'années d'efforts et de sacrifices qu'elle (Mooriben) et ses membres (unions de base) auront consenti pour combler le vide laissé par les démembrements de l'Etat.

Profondément attachée à l'épanouissement du monde paysan dont elle connaît dans les fins détails les besoins, Mooriben saura vite tirer de son génie créateur une nouvelle stratégie innovante et complémentaire au programme de la renaissance pour davantage raffermir le monde paysan.